



## Neutralisation d'Iyad Ag Ghali, propagande et opportunité de sortie de crise



© FBI / US Air Force

Pierre-Olivier MONTEIL

Association Werra

Juin 2021



**Pierre Olivier Monteil** est consultant en sûreté en free-lance depuis 2016 ainsi que pour le compte de Kosmos Energy et BP en Mauritanie depuis 2017. Il a également été consultant pour Crossline au Bangladesh et Mondi Group au Mexique en 2016, Alstom Power (devenu General Electric) en Tunisie en 2015, Security Manager pour le projet de terminal gazier de GDF SUEZ (puis ENGIE) au Cameroun entre 2013 et 2015.

Il est notamment expérimenté dans la sûreté de projets *Oil & Gas*, l'investigation et la recherche d'information, la surveillance, le management de personnel, la planification de la sécurité des personnes, la formation, l'analyse du risque et son management. Pierre-Olivier a de nombreuses expériences de terrain au Moyen-Orient, au Sahel, en Afrique centrale et dans les Balkans.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Juin 2021



# INTRODUCTION

---

Le Mali a connu son second coup d'Etat en neuf mois. Si d'un côté le président français a soutenu le fils d'Idriss Déby au lendemain de son assassinat, certaines voix africaines déplorent la menace de désengagement des 5100 soldats de l'opération Barkhane. Mais le lien qui perdure avec le Tchad est loin du délitement des relations entre la France et le Mali dont les putschistes seraient tentés de se rapprocher de la Russie. La France a su mobiliser depuis presque dix ans, tant les Etats africains du Sahel, que la communauté internationale. Les succès militaires sont nombreux et le travail de l'opération Serval, puis Barkhane ont réduit indéniablement l'expansion des groupes islamistes au Mali. Cependant, la France, agissant principalement seule, n'a pas mis un frein définitif à ce fléau régional. Les Etats-Unis sont des partenaires essentiels<sup>1</sup>, mais non suffisants, dans la lutte contre les groupes armés au Sahel. Le Mali demeure un révélateur des faiblesses de la politique de défense européenne, faisant endosser à la France une grande part de l'hostilité physique et virtuelle, sur le terrain et sur la toile, générée par ce conflit. Tandis que le dispositif Sabre – déploiement de forces spéciales – était déjà en place dans les cinq pays du Sahel, l'Union européenne (UE) avait adopté en 2011 une « Stratégie intégrée pour le Sahel », faisant de cette région, une question prioritaire. Mais ses actions ont été très limitées, cantonnées à la formation de l'armée malienne. Le concept « *Recamp* », lui aussi français, a été repris positivement à son compte par l'UE à travers le concept « *Eurocamp* »<sup>2</sup>. Il n'en reste pas moins que la présence opérationnelle sur ce théâtre depuis 2013 est majoritairement française. Payant un lourd tribut avec plus de 50 soldats tués depuis le 13 janvier 2013, l'opinion publique française est devenue plus critique au fil du temps. Les objectifs de l'opération Serval ont été rapidement atteints, mais les buts et contours de l'opération de Barkhane étaient plus diffus.

Ainsi, exposé à une critique permanente, tant interne qu'externe, un changement de cap s'impose. Le sommet du G5 Sahel à Pau avait donné le ton d'un durcissement de la position française lorsque qu'Emmanuel Macron a interpellé les journalistes, les invitant à se questionner sur la crédibilité de ses détracteurs et l'origine de leurs sponsors. Cette situation d'impasse

---

<sup>1</sup> USA : premiers partenaires financiers et techniques de la France au Sahel.

<sup>2</sup> Concept défini par l'UE à Lisbonne en 2007, comme projet de partenariat stratégique avec l'Union Africaine, prenant en compte l'émergence d'un échelon continental africain de prévention et de gestion des crises.



mêlée à la nécessité d'une sortie honorable, si elle n'est pas glorieuse, oblige à décider du terme du mandat, en l'associant à un événement majeur et déterminant le justifiant.

## UN CONTEXTE D'IMPASSE OU D'OPPORTUNITE ?

---

En trois mois d'intervention, de janvier à avril 2013, l'opération Serval a permis la reconquête du territoire, la neutralisation de l'adversaire et le regain de légitimité du pouvoir malien. En août 2014, l'ambitieuse opération Barkhane sur un théâtre élargi aux cinq pays du Sahel n'a pas eu le même succès. Cela ne remet pas en cause l'efficacité de nos armées, mais l'étendue de la zone d'opération pour une seule armée européenne est démesurée. D'autre part, la faiblesse des gouvernements en place auraient dû nous conduire à réduire l'empreinte française au Sahel, en se retirant sur une victoire.

Les groupes armés terroristes (GAT) se sont renforcés dans la zone dite des « trois frontières »<sup>3</sup>. Plus encore, le 1<sup>er</sup> mars 2017, presque toutes les figures de la terreur se sont réunies pour créer une coalition regroupant Ansar Dine, Al Qaïda au Maghreb Islamique, la Katiba Macina et la Katiba Al-Mourabitoune, sous un seul acronyme : le GSIM, ou Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans<sup>4</sup>.

Les puissances régionales périphériques (Algérie, Libye, Nigeria) sont en crise politique et n'ont pas apporté de soutien, pas plus qu'elles n'ont engagé de forces armées dans la lutte anti-terroriste. L'Algérie pourrait prochainement envoyer un contingent de l'Armée Nationale Populaire – ANP – pour renforcer la MINUSMA<sup>5</sup>. Par amplification, comme un renfort des influenceurs négatifs, plus la communauté internationale s'est intéressée à la question sahélienne, plus la situation s'est dégradée. Force est de constater que la MINUSMA<sup>6</sup> et la

---

<sup>3</sup> Les trois frontières, à cheval sur le Mali, le Burkina Faso et le Niger, dénommés également la région du Liptako Gourma.

<sup>4</sup> Connu également sous le nom de *Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn – JNIM*, dont le leader est l'ex Emir d'Ansar Dine

<sup>5</sup> Renfort timide qui ressort de la 16<sup>ème</sup> session du comité bilatérale stratégique Mali – Algérie, d'avril 2021

<sup>6</sup> Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali, en remplacement de la MISMA ordonné par la résolution S/RES/2100 (2013) du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 25 Avril 2013



FCG5S<sup>7</sup> ont eu peu d'effet sur le terrain, ont peu soutenu l'effort de Barkhane, ou ont provoqué de nouveaux troubles.

Quant à l'EUTM<sup>8</sup>, la création récente de la *Combined Joint Special Operations Task Force – CJSOTF* – dénommée Takuba<sup>9</sup> laisse espérer qu'une relève est possible. En effet, l'objectif de Takuba est de compléter Barkhane et de « dessiner le nouveau visage de la lutte contre le terrorisme au Sahel », notamment par la formation, avec en perspective un passage de relais aux forces régionales. L'engagement européen reste faible. Le sommet de Pau du 13 janvier 2020 avait permis l'envoi de 220 soldats français supplémentaires pour renforcer Barkhane, tout en pressant les pays européens d'honorer leurs promesses de participation à Takuba. Enfin, les neutralisations successives de Djamel Okacha, commandant en second de Iyad Ag Ghali, en février 2019, de son successeur Abou Yehyia al Djaizari en avril 2020, et le chef militaire du GISM Bag Ag Moussa fin 2020 démontraient l'efficacité des opérations militaires. Les GAT ont été affaiblis mais n'ont pas été démobilisés ni démotivés. Les déploiements de force ne constituent pas un cercle vertueux, en revanche, une action vive et symbolique, telle que l'élimination du leader du GSIM, pourrait avoir un impact psychologique fort et créer les conditions d'un retrait des forces, au lendemain d'une victoire et le sentiment d'une mission achevée.

## **IYAD AG GHALI, UN BEN LADEN SAHELIEN**

---

A l'instar de Ben Laden, l'élimination physique d'Iyad Ag Ghali aurait sans nul doute un impact médiatique fort et constituerait une opportunité d'annoncer un désengagement partiel de l'armée française. Quoiqu'il en soit, cet objectif est une priorité. « Iyad Ag Ghali est un employé d'Al-Qaïda, avec pour mission principale de détruire l'Azawad, de détruire vos traditions, votre honneur... ». Le 7 avril dernier, des tracts étaient largués par l'armée de l'air sur Tessalit, Kidal et quelques villes du nord. La tête du leader du GSIM est mise à prix. Mort ou vif.

Le Général Vidaud, Commandant des Opérations Spéciales – GCOS – a confirmé cette priorité, rappelant qu'Iyad Ag Ghali était responsable des récents attentats, des poses d'EEI – Engins Explosifs Improvisés (IED), et des prises d'otages. Ces propos sont venus renforcer ceux de

---

<sup>7</sup> Force conjointe du G5Sahel, émanation du G5 Sahel créé le 16 février 2014

<sup>8</sup> Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali créée par décision 2013/34/PESC.

<sup>9</sup> Sabre en Tamachek, pendant du déploiement de forces spéciales françaises « Sabre ».



Bernard Emié, Directeur de la DGSE, en février dernier, mettant une pression certaine sur les chefs djihadistes en expliquant que leur faits et gestes n'échappent pas aux services.

Si le terme « Sahelistan » est un abus journalistique, cette méthode ne va pas sans rappeler les traques menées en Afghanistan. Ces *leaflets*<sup>10</sup> écrits en français, en arabe et en langue berbère définissent les règles : « Toute information permettant de localiser Iyad Ag Ghali ou de la capturer, mort ou vif, sera récompensée. »

Eliminer Iyad Ag Ghali (IAG) n'est pas un geste pour libérer le Mali d'un chef terroriste, mais une vision politique et stratégique. Supprimer IAG, c'est enterrer l'opposant à la partition du Mali, mais surtout effacer un symbole.

La France s'est retirée d'Afghanistan après avoir perdu 90 hommes et compté de nombreux blessés. Certains estiment que ce seuil ne doit pas être dépassé. Le lien entre la France et le Mali est bien différent de notre présence obligée en Afghanistan, engagée pour suivre les Etats-Unis après le 11 septembre 2001. Le Mali est un pays francophone, dont l'élite du sud est redevable envers la France de les avoir maintenus et émancipés au détriment des populations nomades du centre et du nord (Peuls et Touareg). La France a quitté la Kapisa en novembre 2012, tandis que l'opération Serval était enclenchée. Cette décision du Président François Hollande n'a pas eu de conséquence opérationnelle mais a permis une bascule des troupes vers un autre conflit. En revanche, la mort d'Oussama Ben Laden le 2 mai 2011, lors d'un raid des forces spéciales de l'*US Navy*, a marqué un tournant dans l'histoire d'Al Qaida. Bien qu'apparemment isolé au Pakistan, Ben Laden jouait un rôle important dans l'organisation de l'élaboration de la stratégie du réseau<sup>11</sup>. Pour Joe Biden, le retrait d'Afghanistan prévu le 11 septembre prochain se définit d'une tout autre manière que le désengagement français. Il serait opportun, à l'instar des Américains pour l'Afghanistan, d'accompagner la sortie du « Sahelistan » de signes forts.

En Afghanistan, même si *Resolute Support* et ses 9600 militaires vont céder leur place, ouvrant la porte à une nouvelle guerre civile, et le retour probable des talibans, la mort d'Oussama Ben Laden résonne encore comme l'achèvement d'une mission démarrée au lendemain du 11 septembre 2001. Côté malien, l'élimination d'Iyad Ag Ghali, chef de la coalition de l'ensemble

---

<sup>10</sup> Leaflets ou tracts dans le langage des opérations psychologiques.

<sup>11</sup> Selon les propos recueillis auprès de l'ambassadeur Daniel Benjamin, coordinateur pour l'antiterrorisme au département d'Etat.



des groupes armés terroristes, incluant Al Qaida au Maghreb Islamique, qui ont justifié l'intervention au Mali, serait un signe fort propice à initier la fin de Barkhane, même si persiste une situation instable. Ce serait la perte d'un stratège, du chef, d'un symbole de l'endurance d'Ansar Dine et du GSIM, durant ces huit dernières années. De surcroît, si cette action pouvait en déclencher d'autres, en bénéficiant d'un effet de désordre, de querelle de succession et de panique, permettant d'augmenter le ratio des cibles neutralisées l'impact serait valorisé.

## CONCLUSION

---

Le coup de force du Colonel Assimi Goïta fait presser le pas. La Mauritanie dont le pouvoir est aussi partiellement tenu par l'armée, se maintient et se distingue des Etats quasi-faillis du reste du Sahel. La région est de plus en plus instable, tant au nord (Maghreb) qu'au sud (Nigeria, Nord Cameroun en particulier). La Côte d'Ivoire est en pleine crise politique et les attaques de Grand Bassam de 2016<sup>12</sup> laissent présager qu'en cas de guerre civile, les GAT prendraient au moins possession du nord du pays.

La Russie est en embuscade, attendant le départ des Français. Le Mali a longtemps été un allié de l'URSS et semble se laisser séduire. Les Accords d'Alger de 2015 ne sont pas respectés, car signés par des partenaires peu fiables. Les dépenses engagées pour le soutien à la gouvernance et la formation de l'armée sont diluées, voire anéanties par cette incapacité à créer un système politique stable et démocratique. L'intervention de 2013 a sauvé le gouvernement central d'un effondrement certain, en s'opposant aux assauts des groupes armés djihadistes et indépendantistes du nord, mais la présence militaire française ne permettra pas d'empêcher l'implosion d'un pays en coup d'Etat permanent.

Ainsi, s'il n'y a pas de solution militaire *stricto sensu*, marquer les esprits par une action victorieuse et une mission achevée ou perçue comme telle, permettrait de sortir de l'impasse et réviser plus légitimement encore ce déploiement de forces.

---

<sup>12</sup> Attentat de Grand-Bassam du 13 mars 2016 : fusillade dans un quartier touristique de Grand-Bassam (classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO).